



MOTION D'actualité : Au miroir de la crise sanitaire

La situation ouverte par la crise mondiale de la Covid-19 va avoir des répercussions énormes. Ces conséquences, dont on ne mesure pas encore tous les impacts, vont se caractériser par une crise sociale, économique qui va amplifier les crises écologique et démocratique, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Cela va aussi se traduire par une aggravation de la condition sanitaire, du chômage, des migrations... dans le cadre d'une expansion capitaliste qui ne peut progresser qu'en finissant la privatisation déjà bien enclenché sur des secteur qui semblaient hors d'atteinte il y a encore une trentaine d'années comme la protection sociale, la santé, l'action sociale et les services publics. Parallèlement, le capitalisme du 21ème siècle accélère la destruction de la planète et porte une responsabilité forte dans la diffusion de maladies liées à la destruction des écosystèmes . L'organisation internationale de la production et la division internationale du travail nourrissent les inégalités et le réchauffement climatique sans permettre au plus grand nombre d'accéder aux produits de première nécessité ni de vivre dans des conditions sanitaires dignes.

Nous allons subir une hausse massive du chômage et de la pauvreté. Les capitalistes vont vouloir nous faire éponger la crise économique en nous imposant notamment des mesures de « sacrifices » des "plans d'austérité"... le tout couronné d'autoritarisme et de violence d'Etat pour protéger l'ensemble...

La crise mondiale du capitalisme va ainsi accélérer l'attaque contre les biens communs et les droits fondamentaux des populations, en même temps que l'hégémonie américaine semble céder la place à un monde multipolaire qui se dessine sur fond de confrontation économique entre Chine et USA, qui pousse l'Union européenne à accélérer sa rapine sur le secteur des services publics.

Nous faisons face indéniablement à un changement d'époque. La remise en question de l'Organisation Mondiale de la Santé par le gouvernement Etats-unien, laisse plus que présager la fin des institutions internationales dans leur forme actuelle.

L'incidence de cette crise sanitaire mondiale avec son impact économique a fait naître des volontés européennes de recentralisation de l'économie, de la production. Cet été les dirigeants européens se sont accordés sur un plan de relance massif de 750 milliards, jetant les bases d'une Europe fédérale au détriment d'une Europe sociale. Loin d'une annulation de la dette, comme nous le défendons, ce plan de relance fait fi des règles économiques européennes préexistantes et vont contribuer à l'étranglement de certains états déjà exsangues. On assiste à une nouvelle crise de la dette européenne, tandis que le gouvernement, avec sa politique d'exonération de cotisations sociales, continue à miner la Sécurité sociale pour mieux faire régner l'assurantiel privé.

Notre système de santé est au cœur de cette crise.

Le démantèlement de nos systèmes de santé engagé par les gouvernements successifs depuis des années poursuit un seul objectif : rentabiliser la santé, la vieillesse, le handicap sans se soucier des besoins de la population. Cela a engendré la suppression

www.solidaires.org
contact@solidaires.org

facebook
[@UnionSolidaires](https://www.facebook.com/UnionSolidaires)

twitter
[@UnionSolidaires](https://twitter.com/UnionSolidaires)

instagram
[union_solidaires](https://www.instagram.com/union_solidaires)

de lits et d'effectifs dans le service public au profit du lucratif. Et malgré les alertes de plusieurs chercheurs et chercheuses depuis la pandémie du SRAS en 2003 les gouvernements ont continué leur politique mortifère en faisant primer les intérêts économiques au détriment de ceux sanitaire et en appliquant une politique de gestion court-termiste et à flux tendu.

LES POLITIQUES TUENT !

La commercialisation de la santé s'est développée et continue de se développer partout dans le monde avec des mécanismes et des réalités variées, en faisant subir des pressions budgétaires sur des systèmes de protection qui, lorsqu'ils existent, n'en sortent pas indemnes, quand ils ne basculent pas dans un libéralisme débridé. La marchandisation du social suit les mêmes logiques de politiques économiques.

La crise sanitaire liée au Coronavirus Covid19, met malheureusement à découvert les conséquences dramatiques des politiques gouvernementales menées dans les services publics de santé et de la protection sociale, dévoilant leurs défaillances dans ces circonstances. Elle contredit tous leurs discours sur les réformes qui seraient indispensables, notamment pour les retraites ou encore pour imposer l'austérité sur l'ensemble des services publics et des secteurs non marchands. Elle met à jour leurs mensonges et leurs contradictions sur le bienfait de la globalisation tout en adoptant des mesures de repli en matière de lutte contre un coronavirus, qui lui ne connaît de frontière.

Nos gouvernants englués au service d'un productivisme inhumain, aveuglés par l'économie, ne savent répondre qu'en lois liberticides et anti sociales. Ils cherchent à sauver le capitalisme sanitaire et ses grandes industries en les constituant en solution pour l'après-crise.

Nous devons rester vigilant-es et ne pas être dupes des intentions des grandes industries, pilleuses de richesses. Celles-ci essaient de se faire passer pour les « sauveuses » de notre système de santé alors qu'elles participent à son agonie en ne payant pas leur juste part de cotisations dans notre caisse de solidarité, comme TOTAL ou le groupe LVMH pour ne citer qu'elles. Ces entreprises mettent le pied dans la porte, pour devenir ensuite incontournables. La crise sanitaire est pour elles l'occasion d'occuper une place encore plus grande dans le système de santé public et accélérer la privatisation de notre hôpital public. Il n'y a qu'à voir la façon dont Emmanuel Macron soulignait dans l'une de ses allocutions durant le confinement l'alliance fructueuse entre le secteur privé et le secteur public dans la gestion de la crise. C'est cette captation de la santé publique par des intérêts marchands que l'Union Syndicale Solidaires dénonce depuis toujours.

Enième mensonge du gouvernement avec la réponse gouvernementale par un « Ségur de la Santé » en France qui n'a nullement répondu au renforcement de notre système de santé public. L'aumône lâchée à certaines catégories professionnelles de la santé, est loin d'être une réponse satisfaisante, et ne visait que tenter de calmer la colère des soignant-es en lutte depuis des mois, témoins d'une dégradation accélérée de notre système de santé (manques de masques et de matériels de protections mais aussi manque de lit de réanimation et de matériel adapté et de produit anesthésiant) et de la

www.solidaires.org
contact@solidaires.org

facebook
[@UnionSolidaires](https://www.facebook.com/UnionSolidaires)

twitter
[@UnionSolidaires](https://twitter.com/UnionSolidaires)

instagram
[union_solidaires](https://www.instagram.com/union_solidaires)

prise en charge des personnes dépendantes. Toute l'habilité du SEGUR va être de diviser les soignants par des primes et rémunérations à géométrie variable d'une part. D'autre part, faire croire que construire « le monde d'après » c'est accélérer la casse du secteur sanitaire en accélérant sa privatisation rampante et en isolant un peu plus la Psychiatrie, le secteur médico-social et social d'une logique sanitaire englobant la prévention et l'accès aux droits fondamentaux. Cette logique va entraver davantage l'accès aux soins et à l'action sociale et permettre au privé lucratif de se développer de façon accélérée, et de laisser les secteurs les moins rentables au caritatif.

C'est pourquoi l'union Syndicale Solidaires réaffirme que la lutte pour le droit à une santé pour toutes et tous, à une protection sociale sans barrière financière et sans frontières est une nécessité.

Cela suppose une action mondiale et déterminée sur les principaux déterminants de santé en éradiquant la faim, (1ère cause de mortalité dans le monde) et la pauvreté, en permettant partout : l'accès au logement, à l'eau propre, l'assainissement, en faisant vivre le droit à l'éducation, à l'égalité entre les sexes et le droit au travail et à un revenu décent, en répondant à l'urgence climatique et aux impératifs de paix dans le monde.

Cela nécessite de réorienter les priorités, économiques, sociales et politiques en fonction de ces objectifs... Mettre fin à la dictature de la finance et du profit, mettre fin aux politiques d'austérité au nom d'une dette aussi odieuse qu'illégitime, réformer radicalement les institutions nationales et internationales pour les soumettre à l'objectif de santé pour toutes et tous décidé depuis 1948 : un bien-être physique, mental et social.

La mobilisation reste à construire.

Elle ne se décrète pas. Elle ne pourra s'ancrer parmi les forces sociales que si elles correspondent à leurs aspirations, et on aspire à quelque chose quand on le sent ancré dans un avenir possible. Nos revendications ne sont bien entendu pas ici à remettre en cause. Mais pour qu'elles résonnent dans le paysage syndical et social, il faut que la communication soit claire, concrète, résonnante dans nos boîtes, qu'elles parlent aux agents, aux salarié-es, à l'ensemble de la population, contre qui la souffrance et la répression ne cessent de croître. Elle n'est pas non plus un combat spécifique à l'hexagone. C'est un combat à mener par les populations au niveau mondial car ce sont des combats qui touchent à l'existence même, à la dignité et aux biens communs de l'Humanité. Cette lutte, qui résonne dans le cœur des peuples, où qu'ils soient, peut-être gagnée et nécessite des alliances au-delà des frontières. C'est tout le sens de l'engagement de Solidaires dans les réseaux de lutte internationaux.

www.solidaires.org
contact@solidaires.org

facebook
@UnionSolidaires

twitter
@UnionSolidaires

instagram
union_solidaires